

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 13/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

NICOLLIN SAS - (déchetterie HALLUIN)

rue de la Lys
59250 Halluin

Références : inspection du 08/10/2023
Code AIOT : 0007004018

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement NICOLLIN SAS - (déchetterie HALLUIN) implanté rue de la Lys 59250 Halluin. L'inspection a été annoncée le 07/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NICOLLIN SAS - (déchetterie HALLUIN)
- rue de la Lys 59250 Halluin
- Code AIOT : 0007004018
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NICOLLIN SAS, implantée à Marquette Lez Lille, a repris depuis le 1er janvier 2022, l'exploitation de 6 déchettries de la MEL (Halluin, La Madeleine, Mons, Roubaix, Tourcoing et Quesnoy sur Deule). Elle exerce une activité de collecte, de transit et de tri de déchets non

dangereux sur son site situé rue de la Lys à Halluin. L'établissement est une installation de collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.

Il a vocation à accueillir les déchets des particuliers, des artisans, des commerçants, des administrations et des services municipaux des communes de MEL.

Les déchets admis sur le site par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont de type :

- « monstre » : (gros électroménager, mobilier, éléments de véhicules, etc) ;
- déchets de jardin, déchets de démolition, déblais, gravats, terre ;
- papier, carton, verre, bois, plastique, métaux ;
- déchets ménagers " spéciaux " : huiles usagées, piles et batteries, médicaments, solvants, acides ou bases, peintures, etc ;
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Ces déchets sont aujourd'hui distingués comme dangereux ou non dangereux. Le site est ouvert tous les jours à l'exception du 1er mai, 25 et 31 décembre avec des horaires adaptés.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 11 avril 2007. Il est soumis à autorisation pour la rubrique 2710-1 « installation de collecte de déchets dangereux supérieure à 7 tonnes » et à enregistrement pour la rubrique 2710-2 « installation de collecte de déchets non dangereux supérieure ou égale à 300m² et inférieure à 600m² ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Moyens de secours contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.1 | / | Sans objet |
| 2 | Moyens de secours contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.3 | / | Sans objet |
| 3 | Plan de secours | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.3.2 | / | Sans objet |
| 4 | Vérification périodique des installations | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 8.1.3.1 | / | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|---|--|-------------------|
| | électriques | | | |
| 5 | Permis de feu | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.1.4 | / | Sans objet |
| 6 | Formation | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.3.3 | / | Sans objet |
| 7 | interdiction des feux | Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.1.9 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions vérifiées le jour de l'inspection sont respectées. Des observations ont été réalisées sur le suivi des contrôles réglementaires et sur l'affichage des consignes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de secours contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat et vérification |
| <p>Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Elle disposera au minimum :</p> <p>1 extincteur à eau pulvérisée pour 3 bennes, soit 4 extincteurs ; 3 extincteurs à poudre répartis sur le site dont 1 dans le local d'exploitation et 2 à l'extérieur du local des déchets spéciaux ; 1 poteau incendie normalisé est situé rue de la Lys, à quelques dizaines de mètres de l'entrée du site ; d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Ces matériels doivent être maintenus et bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats : Suite à reprise de l'exploitation de la déchetterie d'Halluin le 1er janvier 2022, l'exploitant a mis en place des extincteurs neufs sur l'ensemble du site en 2022. Il a ensuite procédé au contrôle de ces extincteurs le 20/07/2022 (rapport n°1166054-1) par la société LST LEBOULANGER SECURITE à Hazebrouck. Le dernier contrôle a été réalisé le 11/08/2023 (rapport n°1199216-1) par la société LST.</p> <p>Les 5 extincteurs à eau, les 6 extincteurs à poudre et l'extincteur à CO2 étaient en bon état. Les étiquettes présentes sur les extincteurs étaient correctement renseignées pour les 2 extincteurs du bureau vus le jour de l'Inspection (n°1 et n°2).</p> |

La surveillance des moyens d'extincteurs est programmée annuellement par le responsable QSE dans son tableau de « vérification périodique » présenté le jour de l'inspection.

SICLI a réalisé la vérification du poteau incendie situé rue de la Lys proche de l'entrée de la déchetterie. (rapport n° 3183416C). SICLI a attesté de son bon fonctionnement et le débit a été mesuré le 9 décembre 2022.

Les plans du site sont mis à jour et le plan des locaux présent dans le local gardien précise la position des extincteurs, le point de rassemblement, les issues, l'armoire électrique et les consignes à mettre en œuvre. L'exploitant a déclaré que de nouveaux plans avec la représentation des zones à risque d'incendie (ATEX, compteur électrique et cuve huile moteur) plus clairement seront placés sur le site dès validation de la nouvelle signalétique sur site par la MEL. La maquette a été présentée et fait apparaître clairement les zones à risque d'incendie.

Observation n°1 : l'inspection rappelle que les extincteurs doivent être vérifiés annuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.2.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Localisation et répartition |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'eau et d'extincteurs mobiles. En outre, tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur.</p> <p>Des extincteurs de type et de capacité appropriés en fonction de classes de feux définies par la norme NFS.60.100 seront repérés, fixés (pour les portatifs), numérotés, accessibles en toutes circonstances et judicieusement répartis dans le bâtiment et sur le chantier.</p> <p>Ils seront homologués NF.MIH et vérifiés régulièrement par un organisme agréé. La date et le rapport de ces contrôles seront consignés dans le registre de sécurité.</p> <p>Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les extincteurs sont repérés à côté des bennes, accessibles en toutes circonstances sur l'ensemble du site.</p> <p>Le jour de l'inspection, ceux-ci étaient numérotés et l'extincteur n°1 et 2 ont été vérifiés.</p> <p>Les contrôles réalisés par la société LST sont notés dans le nouveau registre depuis 2022 qui était présent dans le local gardien le jour de l'inspection.</p> <p>Les consignes d'incendie n'étaient pas affichées dans le local gardien mais elles sont toutes présentes dans la pochette orange qui reprend toutes les consignes du site. Celles-ci précisent la procédure complète ainsi que le plan.</p> <p>La procédure a été mise en place par le responsable QSE (procédure générale du groupe NICOLLIN) et est suivie. La procédure est affichée dans le local DDS .</p> <p>L'exploitant a réalisé l'affichage après l'inspection dans le local du gardien/bureau d'entrée.</p> |
| <p>Observation n°2 : l'exploitant doit veiller à l'affiche de la procédure en permanence dans le local du gardien même si celle-ci est accessible dans les documents du site.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Plan de secours

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.3.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, plan interne |
| Prescription contrôlée : Dans un délai d'un an, un plan d'intervention interne sera établi par le Chef d'établissement, sous sa responsabilité, en collaboration avec les Services d'Incendie et de Secours. Il sera mis à jour en cas de modification du mode d'exploitation. Le document correspondant précisera notamment : l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ; les dispositifs d'intervention et de protection contre l'incendie, répertoriés sur un schéma (poteaux d'incendie, ressources complémentaires en eau...) ; les zones à risques particuliers ; les dispositions générales concernant l'entretien des moyens d'incendie et de secours ; les moyens de transmission et d'alerte ; les moyens d'appel de secours extérieurs et les personnes autorisées à lancer des appels ; les personnes à prévenir en cas de sinistre. En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant devra prendre toutes mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets. |
| Constats : Le plan interne et ses annexes précisent ces éléments. Les fiches réflexes : - « consignes en cas d'accident » - « consignes en cas d'incendie » et « consignes en cas d'incendie dans le local DDS » sont disponibles au local gardien. Le plan de localisation des risques particuliers a été finalisé fin 2022 et est inclus dans le plan interne et les procédures dédiées. L'exploitant a déclaré inclure le nouveau plan dans le plan interne dès validation. Aucun exercice n'a été réalisé l'année de la reprise de la déchetterie en 2022. Un exercice a été réalisé le 05/10/2023 en fin de journée et le compte rendu a été fourni à l'inspection le 09/10/2023. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 8.1.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, vérification |
| Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlée par une personne compétente. |
| Constats : La dernière vérification de la conformité des installations et matériel électriques sur la déchetterie d'Halluin a été réalisé le 14/04/2023 (rapport n°25200/23/8143) par la société SOCOTEC. Le précédent rapport avait été réalisé le 07/04/2022 suite à la reprise de la déchetterie. Le rapport fait apparaître 4 non conformités. L'exploitant a déclaré que suite à l'indisponibilité d'un technicien habilité , la levée des non conformités avait pris du retard pour les travaux à réaliser en interne. L'intervention de prestataires extérieurs est demandée pour les autres missions. Le jour de l'inspection, la levée des non conformités était en cours mais les délais de réalisation n'ont pas pu être précisés. Le tableau réalisé par la maintenance n'est pas exploitable directement pour identifier la levée des non conformités. |
| Observation n°3 : un suivi individuel formalisé des non-conformités permettra une meilleure traçabilité et un meilleur suivi en termes de délais. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : permis de feu

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.1.4 |
| Thème(s) : Risques chroniques, établissement |
| Prescription contrôlée : Tous les travaux d'aménagement ou de réparation, sortant du domaine de l'entretien courant, notamment ceux utilisant des flammes nues, ne doivent être effectués dans les zones susceptibles de présenter des risques d'incendie qu'en respectant la procédure de permis de feu. Le permis de feu est signé par le chef d'établissement ou par la personne que ce dernier a nommément désignés. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, celle-ci doit être sans activité et avoir été débarrassée de toutes poussières et de tous produits inflammables. Des visites de contrôle doivent être effectuées après toute intervention. |
| Constats : Aucun permis de feu n'a pu être présenté lors de l'inspection. Le document vierge utilisé par le groupe NICOLLIN a été présenté par l'exploitant. La visite de contrôle après travaux est précisée dans la partie « surveillance de sécurité de la fiche » . Le dernier plan de prévention réalisé pour la pose des totems de signalisation a été présenté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : formation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, formation personnel |
| Prescription contrôlée : L'ensemble du personnel sera formé à la manœuvre des moyens de secours |
| Constats : Le jour de l'inspection, la connexion au logiciel de suivi des formations n'a pas été possible via le réseau sur site. Les documents (liste, cahier des charges, sessions) ont été fournis le 10/10/2023. Les agents ont été formés depuis le 21 septembre au risque Incendie et les formations se poursuivent jusqu'au 19 octobre via l'AFPA à la manœuvre des moyens de secours. L'ensemble du personnel est à former car les dernières formations réalisées par les agents avant l'ancien prestataire n'ont pas été diffusées. La formation risque chimique a été mise en œuvre avec l'APAVE et a permis de former à ce jour 20 agents sur les 43 présents sur les déchetteries reprises. Ces formations se poursuivent les 23 et 24 octobre. Cette formation a été personnalisée pour le personnel en déchetterie et vient compléter la formation réalisée par le prestataire ECO DDS depuis le 20 novembre 2022 (formation théorique suivi de deux heures de tri en exercice sur site). |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : interdiction des feux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2007, article 4.1.9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, affichage interdiction |
| Prescription contrôlée : Il est interdit de fumer de d'apporter du feu sous une forme quelconque dans et à proximité des stockages de DMS et d'activités de soins à risques infectieux et de produits combustibles. Cette interdiction doit être affichée en limite de ces zones en caractères apparents. |
| Constats : L'inspection a pu vérifier l'affichage au local DDS. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |